

Macédoine: harcèlement policier contre l'Église orthodoxe serbe

Jean-Arnault Dérens

1 Nov 2005

La crise qui couvait depuis des années entre les Églises orthodoxes serbe et macédonienne a pris une dimension dramatique avec l'arrestation, cet été, de l'évêque Jovan (Vraniskovski), métropolite de la nouvelle éparchie orthodoxe d'Ohrid, rattachée à l'Église serbe. Le prélat, exclu de l'Église macédonienne, a été condamné en 2004 pour "activité illégale" après être entré dans une église, dans le but de baptiser une petite fille. La Cour d'appel de Bitola a confirmé la sentence de 18 mois de prison en mai 2005, avec le motif supplémentaire "d'incitation à la haine ethnique, nationale et religieuse" [1].

Les prêtres, moines et moniales de Macédoine ralliés à Belgrade et ralliés à la nouvelle éparchie, sont contraints à une quasi-clandestinité en Macédoine. Tandis que les autorités de Skopje sont mises en accusation par de nombreuses organisations internationales pour entrave à la liberté religieuse, la crise inter-ecclésiale menace de déboucher en conflit diplomatique entre les deux États.



Une Église clandestine?

Les moines du monastère de Treskavec, dans les montagnes qui dominent la ville de Prilep, au centre de la Macédoine, ont été expulsés par la police en janvier 2004. Le 11 janvier, une première patrouille avait tenté d'atteindre le monastère, mais avait été bloquée par la neige. Deux jours plus tard, les policiers ont finalement pu y parvenir, accompagnés d'un prêtre de l'Église macédonienne et d'un journaliste. "Ils portaient une lettre du métropolite Stevan de Skopje nous demandant quelle était notre Église. J'ai répondu que c'était l'Église macédonienne, mais qu'une procédure canonique était en cours. Le prêtre a dit aux policiers que nous devions partir, et les policiers nous ont expulsés. Nous nous sommes retrouvés dans la rue à Prilep, en plein hiver", explique l'higoumène Sofronije.

Les trois moines de Treskavec ont d'abord trouvé refuge à Prilep dans une vieille maison appartenant à la famille d'une religieuse, sans eau ni électricité. Des problèmes ont immédiatement surgi avec les voisins, et ils ont dû s'établir hors de la ville, dans le village de Staro Lagovo. "Ici, les voisins nous aident", explique l'higoumène. "Mais nous sommes victimes d'un harcèlement constant: le maçon qui effectuait des travaux dans la maison a été attaqué et violemment battu par cinq hommes, dont le fils du prêtre de la paroisse. Le propriétaire de la maison où nous logeons, Riste Ristovski, a été arrêté et détenu plusieurs jours par la police en janvier 2005. Le métropolite Petar de Bitola a dénoncé notre présence et parlé d'un nid d'espions travaillant pour le compte des Grecs, des Serbes et des Bulgares. Une pétition circule pour exiger que l'on nous chasse". Depuis que les moines se sont installés à Staro Lagovo, une voiture de police stationne en permanence sur la route menant au village, notant les allées et venues et les visites

que reçoivent les moines.

Le sort de ces moines n'a rien d'exceptionnel. Depuis l'automne 2004, les monastères de Macédoine ralliés à l'union avec l'Église serbe sont victimes d'un véritable harcèlement policier. La destruction la plus spectaculaire a été celle du monastère de Saint Jean Chrysostome, dans le village de Nizepole, à côté de Bitola, dans la nuit du 15 au 16 octobre 2004. Tandis que les routes étaient coupées, pas moins de 500 policiers en tenue de combat ont pris d'assaut le monastère, où le métropolite Jovan se trouvait en compagnie d'une dizaine de moines et de moniales. Édifié sur des terrains privés appartenant aux parents du métropolite Jovan, Galina et Argira Vraniskovski, ce monastère aurait été édifié sans permis de construire, une situation extrêmement banale en Macédoine. Sous protection de la police, des bulldozers ont détruit le monastère dont la chapelle servait de cathédrale à l'Église orthodoxe serbe en Macédoine [2].



Les moines de Treskavec ont déposé une plainte contre la police auprès de l'OSCE, et jouissent malgré tout du soutien d'un certain nombre de fidèles, qui viennent régulièrement leur rendre visite à Staro Lagovo. Le père Sofronije est en effet une figure au fort charisme. "C'est mon père spirituel depuis des années", s'exclame Julia, la gérante d'une agence immobilière, âgée d'une cinquantaine d'années. "Je n'allais pas l'abandonner aujourd'hui: ce qui compte, c'est l'authenticité de son témoignage plus que les questions juridiques!"

Lorsque l'Éparchie orthodoxe d'Ohrid a demandé son enregistrement légal comme communauté religieuse reconnue en Macédoine, en mai dernier, une cinquantaine de fidèles de Prilep ont apporté leur signature, ce qui révèle une réelle implantation de cette Église. Même si le nombre total de signatures recueillies dans tout le pays dépassait le seuil minimal fixé par la loi (100), aucune réponse officielle n'a encore été apportée à la demande d'enregistrement, et l'Éparchie demeure toujours une structure illégale, à la différence, par exemple, des nombreuses Églises protestantes qui ont proliféré ces dernières années en Macédoine.

“Nous sommes Macédoniens, pas Serbes, mais nous voulons conserver nos prêtres, ceux en qui nous avons confiance”, s'indigne Julia. Ce samedi soir, la petite dizaine de fidèles qui partagent un café avec les moines s'intéresse bien peu aux querelles canoniques entre les Églises serbe et macédonienne. Ces fidèles sont de nationalité macédonienne, parlent la langue macédonienne, mais n'éprouvent aucune gêne à reconnaître une Église rattachée au patriarcat serbe et désormais considérée comme “étrangère” en Macédoine.

L'Église “serbe” en Macédoine n'a aucune relation particulière avec la petite minorité serbe qui vit dans ce pays (2% de la population, essentiellement dans la commune de Kumanovo). On ne compte pas de fidèles ethniquement serbes parmi les partisans de l'éparchie. Le principe de définition des Églises est - théoriquement - territorial et non pas ethnique. Tous les orthodoxes de Macédoine appartiennent donc à l'Église orthodoxe de Macédoine, qui compte des fidèles ethniquement macédoniens, serbes ou aroumains. Le problème repose dans l'absence de reconnaissance canonique de cette Église.

Les origines du conflit

La crise remonte en 1967, et à la création d'une Église orthodoxe macédonienne, schismatique par rapport à l'Église serbe. Le siège métropolitain d'Ohrid, sur le territoire de l'actuelle République de Macédoine est l'un des berceau de l'orthodoxie dans les Balkans. Il a été supprimé par l'Empire ottoman en 1767.

À l'issue de la Seconde guerre balkanique, en 1913, les orthodoxes vivant dans la Macédoine dite du Vardar, attribuée par le traité de Bucarest, au Royaume de Serbie, ont été placés sous la juridiction de l'Église serbe, qui a retrouvé son statut patriarcal en 1922. Dès 1945, une première assemblée populaire ecclésiastique réunie à Skopje réclame la restauration du siège d'Ohrid et la reconnaissance de l'autocéphalie de l'Église de Macédoine. Ce mouvement est soutenu par les autorités communistes yougoslaves de l'époque, qui voulaient favoriser par tous les moyens l'affirmation d'une nation macédonienne.

En 1958, une deuxième assemblée du même type, tenue à Ohrid, restaura l'ancien archevêché. Le siège d'Ohrid fut néanmoins transféré à Skopje, tandis que sa juridiction s'étendait sur toute la Macédoine yougoslave, c'est-à-dire la métropole de Skopje et les éparchies d'Ohrid-Bitola et de Zletovo-Strumica. Néanmoins, ce siège métropolitain restauré restait en unité canonique avec l'Église serbe et reconnaissait l'autorité du patriarche German de Serbie comme chef de l'Église orthodoxe. La nouvelle Église s'attribuait de facto le statut d'une Église autonome et l'évêque Dositej (Stojkovic) fut élu métropolitain d'Ohrid-Skopje. Le macédonien devint également la langue d'usage dans l'administration diocésaine. Le patriarcat de Belgrade accepta ce coup de force macédonien, mais il ne put pas accepter l'étape suivante, en 1967, quand une troisième assemblée populaire ecclésiastique proclama l'autocéphalie de l'Église orthodoxe macédonienne.

Naturellement, l'Église orthodoxe serbe dénonça un schisme, et obtint le soutien de toutes les autres Églises orthodoxes du monde, qui n'entrèrent pas en communion avec la nouvelle unité ecclésiale. Les problèmes causés par cette situation furent relativement atténués à l'époque yougoslave: les prêtres macédoniens venaient fréquemment étudier à l'Université de théologie de Belgrade (dont sont diplômés la plupart des dirigeants actuels de l'Église macédonienne). Malgré leur rupture de communion avec l'Église serbe,

ces prêtres pouvaient voyager librement en Yougoslavie comme à l'extérieur du pays, notamment au Mont Athos.

Paradoxalement, l'indépendance de la Macédoine a grandement compliqué la situation, alors que les Macédoniens espéraient que ce changement de statut politique entraînerait une reconnaissance de leur Église. Les prêtres et les moines macédoniens ne se rendent plus en Serbie, devenue pays étranger, et l'accès à la Grèce leur est également presque impossible, en raison du contentieux entre Skopje et Athènes, qui refuse toujours de reconnaître un État portant le nom de "République de Macédoine". La situation schismatique de l'Église et l'isolement politique du pays ont placé l'Église dans un véritable ghetto, sans que l'Église-mère - c'est-à-dire l'Église serbe - ne soit disposée, tout au long des années 1990, à engager le moindre geste pour régler la crise. Le patriarcat œcuménique de Constantinople et les différentes Églises se rangeaient en effet à la tradition canonique admise, qui laissait toute initiative en vue de la résolution du conflit à l'Église-mère. Parfois sollicitée pour servir d'intermédiaire, l'Église russe n'a pas voulu s'engager sur ce terrain dangereux [3].

L'échec des pourparlers de Nis

La situation a évolué au début après 2000, avec l'ouverture d'un processus de négociation serbo-macédonien, favorisé par le Patriarcat œcuménique. Ces négociations aboutirent à la signature d'un document de travail, le 17 mai 2002, qui prévoyait la réintégration formelle de l'Église orthodoxe macédonienne dans le sein de l'Église serbe, qui lui aurait rétrocédé un statut d'autonomie, impliquant notamment la reconnaissance d'une hiérarchie spécifique à cette Église, dirigée par un Saint Synode propre et par son primat, en l'occurrence le métropolite. Le patriarche de Serbie aurait simplement confirmé les nominations décidées par le Saint Synode. Cette Église aurait été régie par sa propre Constitution et, naturellement, aurait utilisé la langue macédonienne. Cette Église aurait été désignée par son nom traditionnel de métropolie d'Ohrid, mais aurait pu également utiliser son nom d'Église macédonienne[4].

Le texte disponible se présente comme un document de travail, qui aurait été paraphé par les trois négociateurs macédoniens, les évêques Timotej d'Ohrid et Kicevo, Petar d'Australie et Nouvelle-Zélande et Naum de Strumica. Mgr Timotej, qui est également porte-parole de l'Église macédonienne, parle d'une supercherie serbe. D'après lui, le document rendu public contient deux points qui n'auraient pas été discutés: le droit reconnu au patriarche de Serbie de confirmer les nominations ecclésiastiques, et le nom de l'Église. Il estime que la responsabilité de l'échec revient à la partie serbe qui a pris le choix de rendre public ce document, et de manière infidèle [5].

En réalité, quand les trois évêques sont rentrés en Macédoine, ils ont été accueillis par un concert de protestations, la presse parlant d'une "trahison" de l'Église macédonienne et donc de la nation [6]. L'affaire a failli provoquer un schisme au sein de l'Église macédonienne avant que les évêques signataires ne décident de faire machine arrière, en affirmant, comme le fait encore aujourd'hui Mgr Timotej, que le document présenté par les Serbes serait fallacieux. Alors que le Saint Synode de l'Église serbe a approuvé le relevé de conclusions, le Saint Synode macédonien l'a rejeté. Dès le lendemain, le patriarche Pavle de Serbie, a lancé un appel à l'Église, aux prêtres et aux fidèles de Macédoine pour qu'ils rentrent dans la communion de l'Église serbe. Cet appel a été immédiatement perçu comme une provocation en Macédoine.

Dans ce contexte de vives tensions - moins d'un an après le conflit armé qui a failli emporter la Macédoine en 2001 - seul l'évêque de Prilep et du Vardar, Mgr Jovan, a fait le choix de répondre à l'appel du patriarche Pavle, en se référant au document de Nis, alors qu'il n'avait pas lui-même participé aux discussions. Il a immédiatement été exclu de l'Église macédonienne.



Mgr Jovan.

Mgr Timotej souligne que " Mgr Jovan a répondu à un appel de l'Église serbe postérieur aux discussions de Nis". Il ajoute que "le Synode serbe a pris deux décisions qui n'avaient jamais été envisagées dans les discussions entre les deux Églises, en accueillant Jovan en son sein et en lui donnant le titre d'exarque en Macédoine".

Bras de fer politico-diplomatique

Depuis l'échec des pourparlers de Nis, la querelle ecclésiastique a pris une forte dimension politique en Macédoine. Dès juin 2002, le Parlement a voté une motion de soutien à l'Église, dénonçant les ambitions supposées de l'Église serbe et, par là-même, de la Serbie. Les partis de la majorité social-démocrate et de l'opposition de droite affichent une totale entente sur le sujet.

De l'autre côté, l'Église serbe a poussé le gouvernement de Belgrade à intervenir dans le dossier, surtout après l'incarcération du métropolite Jovan. La question des relations entre l'Église et le pouvoir politique en Serbie est elle-même fort compliquée, et le Premier ministre Vojislav Kostunica affiche toujours sa fidélité aux injonctions du patriarcat. Le Président de la République, le démocrate Boris Tadic, est plus nuancé, et il s'est contenté de déclarations de principe en faveur de la liberté religieuse et de la séparations des Églises et des États lors de ses rencontres avec son homologue macédonien Branko Crvenkovski [7].

En Serbie, certains partis politiques poussent à une action plus résolue, notamment le Mouvement des forces de la Serbie, du milliardaire populiste Bogoljub Karic, auquel le métropolite serait même apparu en songe, et qui collecte des fonds pour l'éparchie d'Ohrid.

En réalité, les réactions les plus fermes sont venues de l'étranger. Toutes les Églises orthodoxes, et notamment le patriarcat œcuménique de Constantinople ont condamné l'attitude des autorités macédoniennes, de même que les organisations de défense des droits de la personne et des libertés religieuses. Une ferme condamnation est également venue du Conseil de l'Europe et du Parlement européen, qui exigent la libération du métropolite Jovan.

La situation est à ce point gênante qu'une prolongation de l'incarcération du prélat et de la répression contre l'éparchie d'Ohrid pourrait avoir des conséquences sérieuses sur le processus d'intégration européenne auquel aspire la Macédoine. D'enjeu marginal et

“folklorique” il y a quelques années, la controverse ecclésiale serbo-macédonienne est ainsi devenue l'un des dossiers diplomatiques les plus brûlants que doit gérer le gouvernement de Skopje.

Si l'Église orthodoxe a fait preuve d'une évidente intransigeance, en justifiant ses agissements par le document de travail de Nis, non sans une possible mauvaise foi et l'évidente intention de prendre pied à tout prix en Macédoine, il est également certain que l'Église macédonienne s'est elle-même prise au piège d'une situation dont il lui sera très difficile de sortir.

Puisque qu'une réouverture du processus de négociations de Nis semble désormais impossible, la seule option réaliste serait d'envisager la coexistence de deux Églises orthodoxes sur le territoire macédonien. Cette solution romprait avec la tradition ecclésiologique de l'orthodoxie - qui suppose qu'en une cité, ou un pays, n'existe qu'une seule communauté ecclésiale ouverte à tous - mais elle permettrait au moins à la République de Macédoine de se mettre en conformité avec les textes européens sur les droits de la personne et la liberté de conscience et de religion.

Église et identité nationale

Pour la Macédoine, l'enjeu touche cependant aux fondements de la nation. La reconnaissance d'une Église nationale est un élément de l'identité du pays. Depuis l'indépendance, la Constitution reconnaissait à l'Église orthodoxe une position privilégiée, qui a été remise en cause par les accords de paix d'Ohrid d'août 2001, qui visaient à mettre fin au conflit avec la minorité albanaise. Une disposition de ces accords a entraîné une modification du préambule de la Constitution: désormais, toutes les communautés religieuses (orthodoxe, protestante, catholique, juive, etc) bénéficient d'une position identique.

L'Église orthodoxe macédonienne se trouve donc sur la défensive, d'autant qu'elle a combattu la modification constitutionnelle prévue par les accords d'Ohrid. Elle redoute désormais de voir sa position menacée d'un autre côté. L'évêque Timotej n'hésite pas à dénoncer “la main de Belgrade” cherchant à annexer la Macédoine dans la reconnaissance de l'éparchie d'Ohrid.

Les moines fidèles à la nouvelle éparchie vivent tous dans une quasi-clandestinité. Le père David reçoit dans une petite maison d'un quartier isolé de Skopje. Ce jeune prêtre explique les motivations qui l'ont amené à rejoindre l'Église serbe.

“La première fois que je me suis rendu au Mont Athos, je n'ai pas pu ni célébrer ni même communier, car j'appartenais à une Église considérée comme schismatique. Ce fut une blessure intime. Je suis macédonien, mais pour moi, mon identité de chrétien est plus importante que mon identité nationale. L'ethnophylétisme, c'est-à-dire la confusion des intérêts nationaux et spirituels, est le grand drame de l'orthodoxie”.

Une jeune moniale interrompt la discussion. Elle arrive en voiture de Bitola, où se cache une autre petite communauté. “Nous sommes jeunes”, poursuit le père David. “Le problème repose aussi sur un conflit de génération, entre nous et les bureaucrates de l'Église macédonienne, qui dirigent celle-ci depuis l'époque communiste. Nous voudrions rendre un témoignage qui n'ait plus rien à voir avec ces logiques nationalistes et ces intérêts d'appareil”.

Pour le père David, l'éparchie orthodoxe d'Ohrid, rattachée au patriarcat de Serbie, pourrait représenter l'exemple d'une Église orthodoxe ayant "surmonté" le phylétisme. Mais le métropolite macédonien Timotej rejette l'idée que "deux Église orthodoxes puissent coexister sur le territoire de la République". Et les responsables politiques du pays s'en tiennent au principe que la reconnaissance d'une Église nationale est un attribut de la souveraineté.

Jean-Arnault Dérens

Notes

[1] Sur le métropolite Jovan, on peut voir le site militant (en anglais): <http://www.freearchbishop.com>

[2] Lire "Macedonia : Monastery demolished - another church demolition planned, and Metropolitan to be jailed?", in *Forum 18*, 21 octobre 2004, http://www.forum18.org/Archive.php?article_id=43

[3] Lire "L'Église orthodoxe russe en médiatrice de la crise serbo-macédonienne?", in *Le Courrier des Balkans*, 1er février 2004, <http://www.balkans.eu.org/article4055.html>

[4] Le texte complet de ce document est publié dans le recueil bilingue *Zaradi idnoto Carstvo / For the Kingdom to come*, publié par l'Éparchie d'Ohrid en 2005.

[5] Entretien avec l'auteur à Ohrid, septembre 2005.

[6] Lire "Des évêques macédoniens accusés de trahison", in *Le Courrier des Balkans*, 24 juin 2002, <http://www.balkans.eu.org/article963.html>

[7] Lire "Tadic et Crvenkovski évoquent la situation de l'Église macédonienne", in *Le Courrier des Balkans*, 11 juin 2005, <http://www.balkans.eu.org/article5564.html>

Jean-Arnault Dérens, qui collabore régulièrement à Religioscope, est le rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*.
© 2005 Jean-Arnault Dérens

articles récents

- [Macédoine: harcèlement policier contre l'Église orthodoxe serbe, 1 Nov 2005](#)
- [Les nouveaux intellectuels musulmans - entre "le marteau islamiste et l'enclume des traditions", 15 Oct 2005](#)
- [Islam: la question de l'apostasie, 7 Sep 2005](#)
- [Analyse: religions et relations internationales, 24 Aug 2005](#)
- [Bosnie-Herzégovine: présence et influence des réseaux islamistes transnationaux, 22 Aug 2005](#)
- [Livres: témoignage et analyse d'une musulmane sur la controverse du foulard en France, 11 Aug 2005](#)
- [Religions et droits de l'homme: des camps opposés?, 9 Aug 2005](#)
- [Livres: Islamicités - l'histoire oubliée d'un voisinage, 8 Aug 2005](#)
- [France: qui sont les musulmans convertis au christianisme?, 28 Jun 2005](#)
- [Java: controverse autour de la traduction d'une prière arabe en indonésien, 21 May 2005](#)